

# SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

## CHUL : Les chirurgiens à l'épreuve de l'éventration de la paroi abdominale

Prissilia M MOUITY  
Libreville/Gabon

Sous le thème "Éventration de la paroi abdominale", la 2e journée scientifique monothématique des chirurgiens du Centre hospitalier de Libreville (CHUL) s'est tenue hier au sein de l'établissement. Autour de cinq exposés et une table ronde, les chirurgiens viscéraux ont ainsi exploré les problématiques inhérentes à l'éventration de la paroi abdominale. Entre autres, sa prise en charge médicale au niveau du Gabon, sa physiopathologie, ses aspects diagnostiques et thérapeutiques...

Le but de cette journée scientifique axée sur la chirurgie de la paroi abdominale est entre autres de poser la problématique de la prise en charge de l'éventration, de comprendre et de prévenir sa survenue, mais surtout de réfléchir sur d'éventuels moyens

d'optimiser la prise en charge des patients qui présentent cette complication.

"L'éventration ou hernie incisionnelle pose de gros problèmes en matière de prise en charge chirurgicale car la récurrence se trouve au bout du chemin et occasionne un préjudice sur la qualité de vie. Il est urgent d'améliorer sa prise en charge, de réduire cette complication au niveau du Gabon mais surtout d'éliminer tous les facteurs qui favorisent l'apparition de l'éventration", a indiqué Pr François Ondo N'dong, chef de département de chirurgie au CHUL.

Pour les chirurgiens du CHUL, la prise en charge de l'éventration de la paroi abdominale est une question importante du fait qu'elle représente 8% de l'activité chirurgicale au département de chirurgie du CHUL.

"Il nous paraît judicieux de parler de l'éventration car, elle fait partie des pathologies que nous



Photo : Prissilia Moussavou Mouity

**L'éventration de la paroi abdominale représente 8% de l'activité chirurgicale au CHUL.**

rencontrons chez les patients et dont le traitement pose beaucoup de difficultés. Nous espérons qu'à l'issue de cette journée, praticiens

et étudiants seront capables de ressortir un point de vue consensuel concernant le traitement chirurgical de cette affection sous

nos cieux", a souligné Kevin Dyatta Mayombo, chef de service adjoint au département de chirurgie viscérale du CHUL.

### Le clin d'œil de *Lybek*



### Maux et débat Gérer le Covid-19 autrement

APRÈS plusieurs supputations sur les réseaux sociaux, les tâtonnements et dénégations répétés des pouvoirs publics, le gouvernement a fini par dire la vérité, jeudi dans la nuit, sur la détection d'un premier cas de Coronavirus (Covid-19) au Gabon. Une déclaration venue accentuer la psychose auprès des Librevillois que les messages de sensibilisation de l'Exécutif et son partenaire l'OMS (Organisation mondiale de la santé) ne semblent guère rassurer. Tant des failles transparaissent dans les "importantes mesures" prises et les dispositions mises en place pour empêcher l'importation du virus dans notre pays.

La détection du premier cas du Covid-19 sur notre sol démontre qu'il y a eu faille quelque part dans ledit dispositif, à partir du moment où ce "patient zéro" rentrait d'un séjour de France, où le cap des soixante-quinze morts de ce virus est franchi aujourd'hui.

Il semble donc qu'il y ait des non-dits qui font craindre que la gestion de cette crise sanitaire commence par des vérités cachées, comme l'avait été la première apparition de la fièvre hémorragique à Ebola en 1994, puis en 1996, en Ogooué-Ivindo. A l'époque, le gouvernement avait maintenu la population dans l'ignorance en ne lui donnant pas

la bonne information.

D'abord lors du drame de Minkouka (1994). Ebola avait fait 28 morts. La version officielle indiquait qu'ils avaient été victimes des émanations des produits radioactifs enterrés dans la forêt de ce village. En 1996, bis repetita à Mayibout 2, dans la région de Makokou. Ici, il y eut officiellement 13 morts, victimes d'"une épidémie de gastroentérite fébrile", selon les pouvoirs publics.

Il fallut que l'OMS perce l'abcès à travers un communiqué de presse publié depuis Genève (Suisse) pour que le ministère de la Santé publique et de la population admette enfin, publiquement, la vérité. Alors que l'information, à cette époque très éloignée des réseaux sociaux, était déjà sur toutes les lèvres. Un rappel des faits pour exhorter le gouvernement à un devoir de vérité sur la gestion du Covid-19. Donner une information vraie pour rassurer et réduire la psychose qui commence à s'installer. Certains n'hésitent plus à faire des provisions alimentaires, en cas d'un éventuel confinement (?). Et la décision de fermeture des établissements scolaires hier épaissit davantage le mystère bien qu'on ne soit qu'à un seul cas officiellement recensé. Le gouvernement et sa cellule de veille nous disent-ils tout ?

Par NIE-MUKENI